



sécurité énergétique

Un sommet approuve l'action menée par l'AIEA

À son **Sommet de Saint-Petersbourg**, du 15 au 17 juillet 2006, le Groupe des huit a appuyé l'action que mène l'AIEA. Une déclaration finale a approuvé les programmes et initiatives que l'AIEA met en œuvre dans les domaines de la sûreté, de la sécurité et des garanties nucléaires.

La sécurité des approvisionnements énergétiques mondiaux a été l'un des principaux thèmes du sommet, les dirigeants du G8 convenant qu'un développement dynamique et durable de notre civilisation dépend d'un accès fiable à l'énergie. « Il faut, pour cela, renforcer le partenariat entre les pays producteurs et consommateurs d'énergie, et intensifier le dialogue sur l'interdépendance énergétique croissante, la sécurité des approvisionnements et la demande », précisait la déclaration.

Le G8 a adopté, à cette occasion, un plan d'action qui vise à accroître la transparence, la prévisibilité et la stabilité des marchés mondiaux de l'énergie, à améliorer le climat d'investissement dans ce secteur, à promouvoir le rendement énergétique et les économies d'énergie, à diversifier les sources, à garantir la sûreté physique des installations critiques, à réduire la pauvreté énergétique, à combattre les changements climatiques et à favoriser un développement durable. Dans le cadre de ce plan, les pays du G8 s'engagent à réduire les obstacles aux investissements et aux échanges, permettant aux compagnies des pays producteurs et consommateurs d'énergie d'investir et d'acquérir des biens à l'étranger.

Les membres du G8 sont l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni. L'Union européenne participe également au sommet. Au sommet de Saint-Petersbourg, l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et le Mexique ainsi que l'Union africaine, la Communauté des États indépendants, l'Agence internationale de l'énergie, l'AIEA, l'ONU, l'UNESCO, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale

de la santé et l'Organisation mondiale du commerce ont été invités à participer aux discussions.

Dans une déclaration sur la sécurité des approvisionnements énergétiques mondiaux, le G8 a déclaré que les pays qui recourent ou envisagent de recourir à l'énergie nucléaire estiment que cela accroîtra la sécurité énergétique dans le monde tout en réduisant la pollution de l'air et en atténuant les changements climatiques. Le G8 a pris note des efforts faits pour mettre sur pied le Forum International Génération IV et le projet international de l'AIEA sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaire innovants (INPRO). Dans le cadre du Forum et de l'INPRO, des pays collaborent pour mettre au point la prochaine génération de systèmes énergétiques nucléaires, y compris de petits réacteurs, des réacteurs à très haute température et des réacteurs supercritiques refroidis par eau.

Conscients du fait que la prolifération des armes de destruction massive reste, avec le terrorisme international, la principale menace pour la paix et la sécurité, le G8 a réaffirmé sa détermination à agir avec d'autres États et organisations pour combattre la prolifération de ces armes, notamment pour empêcher qu'elles ne tombent aux mains de terroristes.

Le G8 a adopté, sur la non-prolifération, une déclaration spéciale qui comprenait les éléments suivants :

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)

Le G8 a réaffirmé son plein attachement aux trois piliers du TNP et a appelé tous les États à respecter les obligations qu'ils ont contractées en vertu du Traité, y compris les garanties de l'AIEA et l'adoption de mesures efficaces visant à prévenir le trafic d'équipements, de techniques et de matières nucléaires.

Le Groupe des huit (G8)

est un forum informel qui réunit les dirigeants des principaux pays industrialisés (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Japon, Italie, Royaume-Uni et Russie) et où la Commission européenne est représentée et participe pleinement. Ce forum a pour vocation d'harmoniser les positions face aux grands problèmes internationaux. Le G8 n'est pas une organisation internationale, ne découle pas d'un accord international et n'a ni critères officiels d'admission, ni charte, ni secrétariat permanent. Ses décisions sont autant d'engagements politiques des États Membres.

Le G8 possède également des groupes de travail et d'experts et des équipes spéciales. Actuellement, il compte, entre autres, le Groupe de haut niveau sur la non-prolifération, le Groupe Rome/Lyon (sur le terrorisme et le crime organisé), le Groupe d'experts sur le contre-terrorisme, le Représentant personnel du G8 pour l'Afrique, le Groupe de hauts fonctionnaires pour le Partenariat mondial, le Groupe d'experts du G8 sur la non-prolifération (avec un sous-groupe chargé du plutonium), et le Groupe de la sûreté et de la sécurité nucléaires. Le G8 tient en moyenne 60 à 80 réunions par an. Le prochain sommet, en 2007, se tiendra en Allemagne.

Le G8 invite tous les États à conclure des accords de garanties généralisées avec l'AIEA et œuvre pour que ces accords et le protocole additionnel correspondant deviennent la norme de vérification universellement acceptée. « Nous allons également œuvrer ensemble pour faire du protocole additionnel une nouvelle norme essentielle des accords d'approvisionnement nucléaire. »

Utilisation pacifique de l'énergie nucléaire

Le G8 a noté que le développement de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire doit s'effectuer dans le respect des engagements et des normes de non-prolifération nucléaire. Il a examiné des propositions concrètes de création de centres multinationaux qui offriraient des services liés au cycle du combustible nucléaire et une initiative récente concernant un concept de mécanisme multilatéral qui garantirait un accès fiable à des services d'enrichissement du combustible nucléaire.

Le G8 continuera d'examiner ces questions avec l'AIEA pour faire en sorte que tous les États qui respectent scrupuleusement leurs obligations de non-prolifération puissent bénéficier des applications pacifiques de l'énergie nucléaire.

Sûreté et sécurité nucléaires

Le G8 a appuyé l'Initiative mondiale contre le terrorisme nucléaire, annoncée par les présidents russe, Vladimir

Poutine, et américain, George Bush. « Nous souhaitons collaborer avec d'autres pays qui partagent nos idées et avec l'AIEA pour développer et intensifier l'action que nous menons pour mettre en place un partenariat qui combattra le terrorisme nucléaire de façon déterminée et systématique. »

Le G8 a examiné, du point de vue de la prolifération, les incidences du programme nucléaire avancé iranien et a confirmé son souhait de voir se résoudre cette question.

Le G8 a également examiné la question de la Corée du Nord sous l'angle de la sûreté et de la sécurité nucléaires ainsi que sous l'angle humanitaire. Il a appuyé la résolution 1695 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui condamne le lancement, par ce pays, de missiles balistiques et l'a instamment prié de s'engager à nouveau à suspendre ces lancements et à répondre aux inquiétudes sécuritaires et humanitaires de la communauté internationale.

Le G8 a appelé tous les États à adhérer le plus rapidement possible aux deux instruments universels les plus récents visant à combattre le terrorisme nucléaire, à savoir la *Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire* et l'*Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires*.

Il a pris note des résultats de la Conférence internationale sur des systèmes efficaces de réglementation nucléaire, que l'AIEA avait tenue à Moscou début mars. Un système de réglementation nucléaire efficace est essentiel pour notre sûreté et notre sécurité, a-t-il été dit, le G8 réaffirmant la nécessité, pour les organes nationaux de réglementation, de disposer d'une autorité, d'une indépendance et d'une compétence suffisantes.

Sûreté et sécurité des sources radioactives

Le G8 a pris note des progrès réalisés pour ce qui est d'améliorer le contrôle des sources radioactives et d'empêcher leur utilisation illicite. Il a réaffirmé son engagement à appliquer le *Code de conduite de l'AIEA relatif à la sûreté et à la sécurité des sources radioactives*, et à œuvrer à l'instauration la plus rapide possible d'un contrôle des importations et exportations de sources radioactives.

Il s'est félicité de ce que plus de 83 pays se sont engagés à appliquer ce Code et a instamment prié les autres à en faire de même. Il a déclaré vouloir continuer à appuyer l'action menée au plan international pour renforcer la réglementation des sources radioactives, en particulier les Projets modèles régionaux, programme de l'AIEA qui vise à créer des infrastructures de réglementation efficaces et durables.